

ERFANI, Julie A. *The Paradox of the Mexican State. Rereading Sovereignty from Independence to NAFTA*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers Inc., 1995, 248 p.

Gordon Mace

Volume 29, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703860ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703860ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mace, G. (1998). Compte rendu de [ERFANI, Julie A. *The Paradox of the Mexican State. Rereading Sovereignty from Independence to NAFTA*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers Inc., 1995, 248 p.] *Études internationales*, 29(1), 176–178.  
<https://doi.org/10.7202/703860ar>

logement un rêve accessible » (p. 75). Tous ces mécanismes sont illustrés par une analyse par pays et par des données statistiques.

Un chapitre examine particulièrement les mécanismes institutionnels d'interaction entre l'État et le secteur des affaires, par la création d'une bureaucratie économique complexe et la constitution de conseils et comités consultatifs (pour l'investissement, l'exportation, la coordination des salaires, etc.). Le cas du MITI japonais et des nombreux organismes consultatifs sur lesquels il s'appuie est détaillé. Les exemples de Taiwan et de l'Indonésie illustrent la coordination entre le secteur public et le secteur privé. Enfin un chapitre décrit les relations entre le pouvoir politique et l'administration économique.

En conclusion, les auteurs soulignent que les régimes d'Asie de l'Est passent pour autoritaires, voire dictatoriaux, parce que les méthodes d'établissement d'un consensus social différent de celles qu'offrent les institutions occidentales. Ces gouvernements autoritaires se sont gardés de déprécier l'avenir, et de piller la société comme on l'observe dans bien des États du Tiers Monde. La question est de savoir si cette crédibilité pourra être maintenue avec un niveau de bien-être plus élevé.

L'ouvrage aborde le succès des économies est-asiatiques sous un angle différent des analyses usuelles, et que l'on pourrait qualifier d'institutionnaliste. Il apporte une foule d'informations sur les huit pays examinés, appuyées sur une liste de références impressionnante. On le lit avec intérêt, non sans en conclure que la crédibilité

discutée dans le livre a été très efficace concernant les auteurs aussi.

Marie LAVIGNE

*ISMEA (Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées)  
Paris, France*

### **The Paradox of the Mexican State. Rereading Sovereignty from Independence to NAFTA.**

*ERFANI, Julie A. Boulder (Col.), Lynne  
Rienner Publishers Inc., 1995, 248 p.*

Depuis la révolution de 1911 entraînant la chute de Porfirio Diaz, le Mexique a constamment suscité l'intérêt de certains chercheurs et intellectuels peut-être à cause de cette combinaison particulière d'un pays juxtaposant une politique étrangère progressiste à un système politique plutôt fermé. Avec la mise en place de l'ALÉNA, l'attention portée au Mexique est devenue beaucoup plus grande particulièrement en Amérique du Nord. Avec pour conséquence que le pays a fait l'objet depuis quelques années de nombreux colloques et de publications diversifiées.

Parmi ces publications, l'originalité du travail de Julie Erfani est tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'actes de colloque ou d'assemblage de contributions diverses. Il s'agit d'une monographie appuyée sur plusieurs mois de travail sur le terrain, sur des entrevues et sur la consultation de sources diverses. Le propos central de l'ouvrage est également assez novateur dans la mesure où l'auteure s'attache à démontrer comment les mythes fondateurs de l'État mexicain moderne ont en fait été constamment battus en brèche par la réalité. L'ouvrage cherche à montrer comment, tout au long

du <sup>xx</sup>e siècle, les politiques de l'État mexicain ont contribué à saper les mythes fondateurs et expliquent en bonne partie le cul-de-sac dans lequel se retrouve aujourd'hui le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la tête de l'État mexicain depuis le début de ce siècle.

Selon Erfani, le premier grand mythe fondateur du Mexique est celui selon lequel l'indépendance politique obtenue dans les années 1820 a permis la création d'un État libéré de l'emprise étrangère et en tous points égal aux autres acteurs du système international de l'époque. Or elle montre bien dans le premier chapitre de l'ouvrage comment les quelque cent années qui ont suivi l'indépendance n'ont pas vraiment conféré au Mexique un statut d'acteur international de plein droit. Cette période est en effet celle où le Mexique s'est vu amputer de la moitié de son territoire et imposer une occupation étrangère. Qui plus est, les exigences constantes de Washington et des gouvernements européens à propos du traitement accordé aux ressortissants étrangers par Mexico montrent bien que le Mexique a été considéré comme un acteur de statut inférieur par ces gouvernements tout au long du <sup>xix</sup>e siècle.

Erfani définit le deuxième grand mythe fondateur du Mexique comme celui selon lequel la révolution de 1911 aurait permis la création d'un État (révolutionnaire) au service du peuple à travers l'instrument principal qu'était le PRI. L'étude des chapitres deux et trois montre cependant que cela n'a jamais été le cas durant la période 1920-1970 à l'exception d'un bref intermède durant le sextennat de Lazaro Cardenas. Jusqu'au milieu des

années 1930 en effet, le gouvernement fédéral mexicain a été relativement impuissant dans la mesure où l'allégeance politique des citoyens allait d'abord et avant tout aux *caudillos* et aux chefs politiques locaux héritiers de Zapata, Villa et Carranza. Seul Lazaro Cardenas parviendra vraiment à établir l'autorité du gouvernement fédéral et à faire croire au mythe de l'État révolutionnaire au service du peuple grâce à sa politique agraire, à la nationalisation du pétrole en 1938 et à l'inclusion au sein du PRI de l'alliance ouvriers-paysans. Dès 1940 toutefois, les présidents qui ont suivi ont miné et remis en question le projet politique de Cardenas en optant pour une stratégie d'industrialisation appuyée principalement sur le secteur privé.

Le chapitre quatre, consacré à la présidence de Luis Echevarria, révèle à quel point ce sextennat a constitué un point tournant dans l'évolution politique et économique du pays et dans la relation étroite liant le PRI à l'État révolutionnaire. Ayant hérité d'une situation politique difficile suite au massacre de Tlatelolco en 1968 et aux prises avec une crise économique majeure due aux mesures Nixon de 1971, le président Echevarria n'a jamais été capable de faire un choix ferme entre la stratégie économique du « développement stabilisateur », privilégié par les administrations précédentes et soutenu par le département du Trésor, et une stratégie d'intervention étatique proposée par le secrétariat du Patrimoine mais rejetée par les acteurs privés du pays. Cette incapacité d'agir a révélé toute la faiblesse de la présidence mexicaine et a fortement contribué à démystifier l'image de l'État-PRI tout-puissant.

Les deux derniers chapitres du volume montrent que le choix de présidents administrateurs à partir de 1976 a contribué à intensifier le processus de démystification. José Lopez Portillo, Miguel de la Madrid et Carlos Salinas de Gortari ne viennent pas en effet de la filière politique mais arrivent plutôt de la filière technocratique ayant tous les trois dirigé le très technique secrétariat de la Programmation et du Budget. Leur vision de grands commis de l'État peu sensibles aux besoins de la population et leur stratégie de libéralisme économique pur et dur ont continué d'affaiblir le lien entre la population et la présidence et de miner l'image de l'État au service des citoyens. Le point culminant de la démystification et de la brisure, selon Erfani, est venu avec le choix stratégique de l'ALENA fait par Carlos Salinas. Car en adoptant une vision selon laquelle le sort des Mexicains passait par le secteur privé et par l'ouverture à l'étranger, le président Salinas se trouvait non seulement à délégitimer l'État mexicain mais également à détruire toute la logique sur laquelle reposait la prééminence du PRI à l'intérieur du système politique mexicain.

Il y aurait beaucoup à dire sur cet ouvrage sérieux, fouillé et fort bien fait. On aurait sans doute préféré que l'auteure présente plus clairement son cadre d'analyse en début d'ouvrage et explique davantage les choix analytiques effectués. L'étude est néanmoins bien menée et sera particulièrement utile pour comprendre la situation politique actuelle du Mexique et les développements à venir. Julie Erfani a produit un ouvrage original et de grande qualité qui n'est peut-être pas accessible à tous les publics, mais que devront lire les cher-

cheurs et les étudiants gradués intéressés par la situation politique mexicaine et par la dynamique politique nord-américaine.

Gordon MACE

*Département de science politique  
Université Laval, Québec*

### **AFTA in the Changing International Economy.**

*ISEAS, Singapore, ISEAS, 1996, 216 p.*

Ce collectif est édité par l'ISEAS (*Institute of Southeast Asian Studies*). Le livre a été réalisé par l'ASEAN *Economic Research Unit* qui fait partie d'un des quatre programmes de recherche de l'ISEAS : le programme RES (*Regional Economic Studies*). Le document est divisé en trois parties regroupant onze chapitres. Il faut noter que la première partie ne comprend qu'un chapitre dédié à introduire et à positionner le sujet, les grands thèmes et les enjeux qui y sont présentés et analysés. Les deux autres parties comprenant chacune cinq chapitres portent, dans un premier temps, sur une série de questions et de problèmes thématiques reliés au commerce à l'intérieur et à l'extérieur de l'ASEAN (*Association of Southeast Asian Nations*). Quant à la seconde partie, elle s'attarde pour sa part aux relations de l'ASEAN et des membres signataires de l'AFTA (*ASEAN Free Trade Area*) avec les autres importants partenaires commerciaux, membres ou non d'un regroupement ayant signé des accords de libéralisation en ce qui concerne leur commerce extérieur. Mentionnons rapidement que trois des cinq chapitres de la première partie sont des documents révisés ayant servi à une table ronde de l'ASEAN en 1994,